U V E K
E T E C
A T E C

**Analyse des résultats de la procédure de consultation
sur les mesures requises pour atteindre les objectifs
de réduction des émissions fixés dans la loi sur le CO₂**

**Département fédéral de l'environnement, des
transports, de l'énergie et de la communication**

Berne, le 23 mars 2005

1. La procédure de consultation

1.1 Déroulement de la procédure de consultation

Le 11 juin 2004, le Conseil fédéral a chargé le DETEC de mener une procédure de consultation sur quatre variantes et les principaux éléments des actes législatifs (annexes 1 à 3) requis pour atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés dans la loi sur le CO₂.

- Variante 1: taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles et aux carburants
- Variante 2: taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles et aux carburants, avec affectation partielle des recettes à l'achat de certificats d'émission étrangers
- Variante 3: taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles, avec centime climatique prélevé sur les carburants
- Variante 4: centime climatique uniquement

En fonction de la variante choisie, les actes législatifs suivants sont nécessaires:

- Ordonnance relative à la taxe sur le CO₂, pour les variantes 1, 2 et 3
- Ordonnance réglant l'imputation des mesures de réduction aux objectifs de la loi sur le CO₂, pour les variantes 1, 2, 3 et 4
- Modification de la loi sur le CO₂ pour l'affectation partielle du produit de la taxe, pour la variante 2

Par courrier du 20 octobre 2004, les quatre variantes et les trois annexes ont été mises en consultation jusqu'au 20 janvier 2005. Des avis au nombre de 255 ont été recueillis.

Les 255 avis recueillis peuvent être classés comme suit:

	Consultés	Avis recueillis
Cantons	26	26
Partis politiques	15	8
Associations faïtières, organisations d'employeurs et organisations de salariés	15	10
Organisations de protection de l'environnement	10	9
Associations de transport	7	7
Associations professionnelles et de branches	57	31
Organisations de consommateurs	5	3
Autres organisations	21	16
Autres participants à la consultation	--	145
Total	156	255

1.2 Remarques générales concernant l'évaluation

Le chapitre 2 du présent rapport contient une vue d'ensemble des avis sur les quatre variantes. Les prises de position sur les différentes annexes figurent au chapitre 3.

2. **Appréciation des quatre variantes visant à atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés dans la loi sur le CO₂**

2.1 Cantons

Variante 1

Dix cantons (AG, BE, BS, GE, JU, NE, SO, SG, UR, ZH) se prononcent en faveur de la variante 1. Ils en soulignent notamment les avantages suivants:

- La taxe sur le CO₂ s'inscrit dans une perspective à long terme (AG, BE). Elle encourage l'innovation, l'efficacité énergétique ainsi que les énergies renouvelables (AG, BE, BS, GE, JU, SO, UR).
- Dans le domaine des carburants, où l'écart par rapport à l'objectif est particulièrement important (BE, BS, GE, NE, UR), la taxe sur le CO₂ encourage l'utilisation de véhicules à faible consommation de carburants (BE, NE, GE, SG).
- La taxe sur le CO₂ entraîne des effets bénéfiques secondaires en Suisse. En améliorant la qualité de l'air, elle réduit par exemple les coûts de la santé et les pertes de récoltes (AG, BE, BS, GE, JU, NE, SO, SG, UR). Elle rend la Suisse moins dépendante des agents énergétiques fossiles et, partant, de l'étranger (BE, BS, JU, UR).
- L'économie suisse enregistre une petite hausse du produit intérieur brut (AG, UR) ainsi que des effets positifs sur l'emploi (BS, JU, UR). L'argent reste en Suisse (BE, BS). Les entreprises technologiques, les sociétés de services, l'économie des forêts et du bois et la construction gagnent en compétitivité. Cet essor profite en particulier aux PME, aux régions structurellement pauvres et aux zones rurales (GE, SG, UR).
- La taxe sur le CO₂ n'a aucune incidence sur la quote-part de l'État, car le produit de la taxe est redistribué (BE, GE, JU, SG, ZH).
- La variante 1 est conforme à la loi sur le CO₂ (GE, NE, SG).

AG, BE et BS soulignent que les avantages d'une taxe sur le CO₂ relativisent la diminution des recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales et qu'ils la dépassent peut-être même (BE, BS).

JU et UR demandent que la diminution de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales ne soit pas répercutée sur les cantons.

SO reconnaît qu'une taxe sur le CO₂ frapperait très durement l'industrie des transports, qui s'acquitte déjà de la redevance poids lourds liée aux prestations (RPLP). SO propose d'introduire, le cas échéant, une réglementation spéciale en faveur de l'industrie des transports, sous la forme d'une réduction de la taxe sur le CO₂. On pourrait ainsi aussi lutter contre la multiplication des petits transporteurs non soumis à la RPLP.

GE suggère de prendre des mesures supplémentaires pour atteindre les objectifs de la loi sur le CO₂ et circonscrire les effets négatifs de la taxe sur certaines branches. Ces mesures pourraient consister par exemple à encourager les transports publics dans les grandes agglomérations ou à créer un fonds pour stimuler le processus d'innovation et préserver la compétitivité de l'industrie.

VS veut introduire la variante 1 seulement s'il apparaît d'ici à 2009 que les objectifs ne seront pas atteints. Dans l'intervalle, il faut continuer sur la voie des mesures librement consenties. Il faudrait aussi modifier la loi sur les huiles minérales, encourager les biocarburants et le gaz naturel et, d'entente avec les cantons, accélérer les mesures d'économies d'énergie dans le domaine des bâtiments. Les entreprises qui fournissent des prestations d'intérêt public devraient être entièrement ou partiellement exonérées de la taxe sur le CO₂ appliquée aux carburants.

De nombreux cantons favorables à la variante 1 sont opposés à la variante 2, notamment aux motifs qu'elle réduit moins les émissions de CO₂ en Suisse (AG, NE, UR), qu'elle viole le principe de la neutralité en matière de recettes fiscales (SO, UR, ZH) et qu'elle nécessite de réviser la loi sur le CO₂ (SO, SG). Les cantons soutenant la variante 1 reprochent au centime climatique de présenter les défauts suivants:

- La réduction des émissions de CO₂ en Suisse, dans le domaine des carburants surtout, est faible, et la réalisation de l'objectif tout sauf certaine (AG, BS, JU, NE, SO, UR).
- La perspective est à court terme (BE, BS, NE). Ce qui se passera après 2008 est incertain (AG, BE, BS, UR).
- Le centime climatique est une pure stratégie d'encouragement, sans incitations économiques (BE, UR). Il est assimilable de facto à un impôt sur les carburants (AG, BE, BS, JU, SO, UR) dépourvu de base légale (SO, SG).
- AG et UR se réfèrent à l'avis de la Commission de la concurrence du 21 décembre 2004 sur la conformité du centime climatique au droit de la concurrence.
- La variante 4 a pour effet d'annihiler les efforts des entreprises qui ont déjà pris des mesures librement consenties (AG, BE, BS, GE) et de diminuer la portée des conventions (AG, SO, UR).
- Une modification des règles du jeu à mi-parcours crée l'incertitude (BS, SO, SG).

Variante 2

AG, BS, NE et SO pourraient envisager, en second choix, la variante 2 comme solution de compromis.

Variante 3 modifiée

Quatorze cantons (AI, AR, BL, FR, GL, GR, LU, NW, OW, SH, SZ, TG, TI, ZG) soutiennent, à quelques petites divergences près, la position de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (CDE). Sur la base de considérations politiques, la CDE se prononce en faveur d'une variante 3 modifiée:

- Taxe sur le CO₂ selon la variante 3, centime climatique assorti d'un taux plus élevé selon la variante 4 (1,6 au lieu de 1 centime par litre de carburant).
- Limitation de l'acquisition de certificats étrangers à 1,2 million, et non plus à 1,5 million de tonnes de CO₂: la majeure partie du poids de l'effort est ainsi portée en Suisse.
- Affectation d'une part importante du produit du centime climatique à des mesures d'efficacité énergétique dans le domaine des bâtiments (en particulier assainissements).

AR, BL, GL, LU, OW, SH et TI approuvent en l'état la position de la CDE.

FR se contente de demander que l'acquisition de certificats étrangers soit limitée à la supplémentarité admissible, et ne se prononce pas sur une hausse du centime climatique.

AI, GR, NW, SZ, TG et la CDE soulignent les effets bénéfiques secondaires d'une réduction des émissions en Suisse, tels que la diminution des coûts de la santé et des pertes de récoltes grâce à l'amélioration de la qualité de l'air et la moins grande dépendance de la Suisse vis-à-vis des agents énergétiques fossiles et, partant, de l'étranger.

AI, TG et la CDE affirment que selon les renseignements fournis par les services cantonaux de l'énergie, l'économie (grands consommateurs) était nettement moins encline à prendre des mesures librement consenties l'année dernière. Ce relâchement est dû à l'incertitude à propos de l'introduction de la taxe sur le CO₂.

AI, FR, GR, NW, TG et la CDE soutiennent l'introduction d'une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles fossiles de manière à ne pas menacer les efforts entrepris jusqu'à présent et à ne pas pénaliser les entreprises qui ont déjà pris des mesures de leur propre gré. Une taxe d'environ 9 centimes par litre d'huile de chauffage est considérée toutefois comme un minimum.

FR, GR, TG et la CDE jugent adéquat d'appliquer le modèle du centime climatique comme mesure librement consentie dans le domaine des transports jusqu'en 2008 au moins. Si l'objectif pour les carburants n'est pas atteint, l'introduction d'une taxe sur le CO₂ appliquée aux carburants deviendra obligatoire.

AI, FR, GR, NW, SZ, TG et la CDE s'intéressent à la diminution des recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales, très marquée avec la variante 1 et à peine perceptible avec le centime climatique. GR ajoute que les cantons auront à supporter les conséquences financières directes découlant d'une diminution des recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales, étant donné que 12 % au moins des recettes affectées au compte routier sont versées aux cantons. La perte de ces recettes, importantes pour les cantons de montagne surtout, ne serait pas supportable. GR critique en outre l'absence de mesures concrètes de compensation (hausse de l'impôt sur les huiles minérales, harmonisation avec le taux de la taxe sur le CO₂).

SH et TG rappellent que les cantons possèdent déjà les structures administratives nécessaires à la gestion des programmes d'encouragement cantonaux et estiment judicieux, pour des raisons d'efficacité, de distribuer les recettes du centime climatique également par le biais de ces canaux.

NW considère que le centime climatique est un impôt privé dépourvu de base légale et dont la conformité avec le droit de la concurrence n'est pas clairement établie. Le centime climatique devrait, pour cette raison, être doté d'une base juridique claire. L'application du centime climatique devrait, le cas échéant, être confiée à une instance dans laquelle la Confédération préserverait les intérêts publics.

Variante 4

Compte tenu de l'état des finances publiques, VD ne soutient aucune des variantes et s'inquiète des conséquences, pour les cantons, de la diminution des recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales. S'il fallait choisir, VD peut tout au plus se rallier à la variante 4, car elle est la moins dommageable pour les finances publiques et l'économie. Le produit du centime climatique doit être affecté en premier lieu à des mesures d'efficacité énergétique dans le domaine des bâtiments selon la proposition de la CDE.

2.2 Partis politiques

Variante 1

Le PCS, le PE et le PS se prononcent en faveur de la variante 1.

Le PCS voit dans la taxe sur le CO₂ un instrument d'incitation efficace, capable d'encourager les énergies renouvelables et de diminuer la dépendance de la Suisse vis-à-vis des agents énergétiques fossiles et, partant, de l'étranger. Par ailleurs, la redistribution du produit de la taxe avantage les familles.

Le PE affirme que la variante 1 est la seule qui permette d'atteindre les objectifs de la politique climatique. Il en souligne également les effets positifs sur l'économie. En outre, la variante 1 est socialement équitable, éthiquement cohérente et elle rencontre une large adhésion. Selon le PE, la condition principale et les quatre conditions secondaires de la loi sur le CO₂ (art. 6, al. 1 et 2) requises pour l'introduction de la taxe sur le CO₂ sont remplies. Le PE souhaite de plus que les objectifs sectoriels soient aussi atteints. La position du PE se

recoupe avec celle des organisations de protection de l'environnement (Greenpeace, MfE, Pro Natura, Rheinaubund, WWF, chapitre 2.4).

Le PS fait valoir des arguments écologiques, sociaux, économiques et politiques. Compte tenu des effets bénéfiques secondaires, les conséquences, tant sociales que financières, sont positives. Cet élément doit être intégré dans l'analyse coût-utilité de la taxe sur le CO₂ et pris en considération à sa juste valeur dans les discussions sur les quatre variantes. Le PS demande également d'encourager le plus possible l'efficacité énergétique et de réaliser les mesures autant que possible en Suisse. Chaque année de retard dans l'introduction d'une taxe sur le CO₂ se traduit par une augmentation de 20 % des taux de la taxe.

Le PS applaudit la diminution du tourisme de l'essence. Il estime juste de relever l'impôt sur les huiles minérales de quelques centimes pour compenser les pertes de recettes que rapporte le tourisme de l'essence. Plutôt que de prélever une taxe élevée sur le CO₂ appliquée aux carburants, le PS pourrait tout à fait concevoir d'augmenter l'impôt sur les huiles minérales. Les recettes engrangées devraient être affectées au développement des transports publics, en particulier à celui du transport régional.

Les partisans de la variante 1 rejettent la variante 2 notamment parce que cette dernière nécessiterait de modifier la loi sur le CO₂. Le PCS et le PE ajoutent que la variante 2, à l'instar des variantes 3 et 4, viole les accords de Marrakech (réduction insuffisante en Suisse des émissions de CO₂). Le PS souligne que l'affectation obligatoire pèse uniquement sur les ménages et les entreprises assujetties à la taxe. Les entreprises exonérées ne paient rien. Elles profitent pourtant directement ou indirectement des prestations ainsi financées, soit sous la forme de subventions, soit par l'acquisition de certificats.

Le PS pourrait se rallier à l'idée d'une affectation obligatoire des recettes, dans le sens d'une taxe d'encouragement, à un certain nombre de conditions. Par exemple, il faudrait la combiner avec la variante 1, l'inscrire dans la loi sur l'énergie, prévoir une base de calcul plus large que dans la loi sur le CO₂, affecter les recettes en Suisse et l'appliquer de manière illimitée dans le temps. Si la taxe sur le CO₂ et la taxe d'encouragement sont combinées, le PS propose d'appliquer les taux suivants: 9 centimes par litre pour la taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles et 10 centimes par litre, dès 2006, et 20 centimes par litre, dès 2008, pour la taxe sur le CO₂ appliquée aux carburants.

Le PCS, le PE et le PS soulignent, d'une part, que la variante 1, à la différence des variantes avec centime climatique, est conforme au droit en vigueur et aux accords internationaux et, d'autre part, que le centime climatique est contraire à l'art. 2, al. 2, de la loi sur le CO₂. Le PE et le PS jugent en outre inacceptable que les recettes du centime climatique soient réparties par une instance privée. Le PS se réserve le droit d'attaquer également le centime climatique par des moyens juridiques.

Variante 3

Le PDC se prononce en faveur de la variante 3.

Le PDC approuve une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles. Une taxe permettrait de réduire sensiblement la consommation de combustibles par des mesures ad hoc dans la construction, elle encouragerait les branches innovantes et n'annihilerait pas les efforts des entreprises ayant déjà pris des mesures de leur plein gré.

Le PDC s'oppose en revanche à une taxe sur le CO₂ appliquée aux carburants. En effet, une telle taxe toucherait durement les régions rurales et aurait des conséquences défavorables sur l'économie, contrairement à une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles. Le PDC soutient le centime climatique sur les carburants à condition que les recettes servent en priorité à des mesures de réduction des émissions en Suisse. On conserve ainsi les avantages d'une réduction des émissions en Suisse sur la santé et l'économie.

Le PDC indique par ailleurs que l'introduction du centime climatique pose un problème de base juridique qui doit être éclairci.

Variante 4

Le PRD et l'UDF se prononcent en faveur de la variante 4.

Le PRD estime que la phase des mesures librement consenties ne doit pas être achevée prématurément. Le centime climatique offre la possibilité d'utiliser les mécanismes de flexibilité et d'atteindre les objectifs de réduction des émissions à des coûts minimaux. Le PRD rappelle que les mesures s'inscrivent dans un cadre international. Le but est de réduire les émissions de CO₂ à l'échelle du globe. Le lieu de réduction des émissions est secondaire. Il convient de vérifier si le centime climatique doit soutenir les efforts de l'AEnEC et des entreprises qui ont pris des mesures de protection du climat.

Le PRD déplore la présentation unilatérale des quatre variantes dans le rapport de consultation. Il rejette les variantes avec une taxe sur le CO₂, car elles auraient des conséquences négatives sur la compétitivité de l'économie suisse. Le PRD s'inquiète également de la charge supplémentaire que devraient supporter les transporteurs et les régions périphériques et de la diminution des recettes de la Confédération au titre de l'impôt sur les huiles minérales. L'effet incitatif escompté n'est pas certain.

L'UDF se prononce en faveur du centime climatique, parce qu'il est économiquement supportable et qu'il permettra de réduire davantage le volume global des émissions de CO₂.

Le PLS et l'UDC pourraient, éventuellement, approuver la variante 4.

Rejet des quatre variantes

Le PLS et l'UDC rejettent toutes les variantes.

L'UDC rejette les quatre variantes. Les charges fiscales qui pèsent sur l'économie et la population sont déjà suffisamment lourdes. La décision d'éventuellement prélever une taxe d'incitation sur les combustibles et les carburants d'origine fossile est prématurée. L'UDC invoque l'art. 3, al. 1, de la loi sur le CO₂ ainsi que la modification de la loi sur les huiles minérales dont la consultation a débuté en même temps. Avant d'introduire une taxe sur le CO₂, le Conseil fédéral doit aussi prendre en considération les mesures qui ont été prises par les pays voisins. Tous ont déjà mis en œuvre des allègements fiscaux pour encourager les carburants issus de matières premières renouvelables. Il faut donc commencer par appliquer et évaluer cette mesure. À défaut, l'introduction d'une taxe d'incitation, dans quelque forme et quelque combinaison que ce soit, devra être considérée comme contraire à la loi.

L'UDC critique la position de la Commission de la concurrence du 21 décembre 2004 contre le centime climatique en pleine procédure de consultation, alors que les instances fédérales compétentes n'ont, deux ans durant, jamais mis en question la légalité du centime climatique. La présentation unilatérale des quatre variantes dans le rapport de consultation est également critiquée.

Le PLS rejette les quatre variantes. Selon lui, la Suisse ne peut supporter aucune charge fiscale supplémentaire. Le PLS mentionne l'art. 6, al. 2b et 2d, de la loi sur le CO₂. Les effets écologiques et économiques ne sont pas certains. Le PLS s'oppose par principe aux taxes d'incitation et juge que le commerce de certificats est un instrument inadapté.

2.3 Organisations faïtières, organisations d'employeurs et organisations de salariés

Variante 1

L'Asloca/FRL, l'Asloca/D, Travail.Suisse, l'USS et la VKMB se prononcent en faveur de la variante 1.

L'Asloca/FRL soutient la variante 1, mais souligne que les locataires n'ont pas d'influence sur les décisions d'investissement des propriétaires d'immeubles et guère de marge de manœuvre pour réduire leur consommation d'énergie. Étant donné que l'isolement des bâtiments fait apparaître des inégalités entre locataires, l'Asloca/FRL propose de créer un fonds pour l'assainissement des bâtiments, qui serait alimenté par le produit de la taxe. Les propriétaires pourraient aussi être incités à assainir les bâtiments s'ils étaient obligés de participer à raison de moitié aux frais de chauffage. L'Asloca/FRL souhaite que les émissions soient réduites en Suisse et s'oppose à une affectation partielle à l'achat de certificats étrangers.

L'Asloca/D voit dans le domaine des transports un potentiel d'économies plus important que dans le domaine des bâtiments. La variante 1 aide à endiguer le trafic motorisé individuel. À l'instar de l'Asloca/FRL, l'Asloca/D rappelle que les locataires n'ont guère de marge de manœuvre pour diminuer leur consommation d'énergie. Il faudrait leur rendre leur liberté d'action, par exemple en obligeant les propriétaires et les régies à établir des décomptes de chauffage individuels (à condition qu'ils soient réalistes et acceptables économiquement) ou en leur accordant le droit d'être entendus lors de travaux d'assainissement du bâtiment.

L'USS soutient la variante 1 parce qu'elle contribue à protéger l'environnement (efficacité), qu'elle est équitable socialement (la redistribution du produit de la taxe favorise les petits et les moyens revenus avec enfants) et qu'elle est neutre sur la croissance (voire qu'elle a des conséquences légèrement positives sur l'emploi). La priorité devant aller à l'amortissement de la dette dans l'assurance-invalidité par le biais d'un relèvement du taux de la TVA ou des cotisations salariales, l'USS propose de n'introduire la taxe sur le CO₂ qu'à partir de 2008.

Travail.Suisse penche pour la variante 1, car elle permet d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO₂ et avantage les familles. Qui plus est, cette variante a des conséquences positives sur l'économie en encourageant l'innovation et les énergies renouvelables et en se répercutant favorablement sur l'emploi. Travail.Suisse réclame d'autres mesures dans le domaine des transports, telles que l'instauration d'un système de bonus/malus et l'encouragement des carburants alternatifs.

La variante 1 a également les faveurs de la VKMB. Elle satisfait les objectifs de la politique climatique et est la seule qui soit conforme au droit en vigueur et aux accords internationaux. Elle influence favorablement l'emploi, est socialement équitable et profite aux régions économiquement faibles en agissant de manière décentralisée sur les prix.

Les partisans de la variante 1 s'expriment sur les autres variantes notamment dans les termes suivants:

- L'USS, Travail.Suisse et la VKMB rejettent la variante 2 à cause notamment de l'affectation partielle des recettes, de la nécessité d'adapter la loi sur le CO₂ et des réductions moins importantes d'émissions en Suisse.
- L'Asloca/FRL est opposée au centime climatique, car il s'agit d'un impôt privé. Il manque au centime climatique un contrôle démocratique et un effet incitatif.
- L'Asloca/D se déclare contre les variantes 3 et 4. Il est peu judicieux de créer de nouvelles incitations dans le domaine des bâtiments quand le domaine des transports n'est astreint qu'à un impôt symbolique. Si le centime climatique devait être malgré tout introduit, cet argent devrait être affecté autant que possible au domaine du bâtiment.

Variante 2

La variante 2 reçoit l'appui de la SSEC. Elle exerce un réel effet incitatif tout en permettant d'imputer jusqu'à un certain point des mesures prises à l'étranger. La SSEC reconnaît qu'une taxe sur le CO₂ pénaliserait certaines branches. Selon la SSEC, ces incidences négatives pourraient néanmoins être compensées par des effets sur la croissance et sur l'emploi dans d'autres secteurs. Les conséquences sur l'économie sont dans l'ensemble jugées positives. La SSEC demande en outre qu'au moins 75 % des réductions soient

obtenues en Suisse et que l'affectation partielle soit limitée dans le temps. Les variantes 3 et 4 sont rejetées à cause de leurs effets incertains et des controverses politiques qui entoureraient leur introduction.

L'Asloca/D pourrait envisager, en second choix, la variante 2 comme solution de compromis.

Variante 4

economiesuisse, la SSPF, l'USAM et l'USP se prononcent en faveur de la variante 4. Elles mettent en avant notamment le fait qu'elle n'a aucune conséquence négative sur l'économie suisse et que l'utilisation des mécanismes de flexibilité permet d'atteindre les objectifs de réduction des émissions à des coûts avantageux.

L'USP soutient une variante 4 élargie, avec des quotes-parts cibles pour les énergies renouvelables en guise de mesure d'accompagnement.

L'USAM renvoie à la position de l'UP (chapitre 2.6).

economiesuisse est favorable à l'introduction du centime climatique, car il peut être mis en œuvre rapidement et sans l'intervention du Parlement. Par ailleurs, le centime climatique est conforme à la loi sur le CO₂, il repose sur des structures établies et ne viole pas la loi sur les cartels. Étant donné que le centime climatique augmente la quote-part de l'État, selon le rapport de consultation, il est aussi possible d'envisager une mise en œuvre à l'effet neutre sur la quote-part de l'État. Dans ce cas, les recettes nécessaires proviendraient des taxes actuelles sur les carburants.

economiesuisse déplore la présentation unilatérale des quatre variantes dans le rapport de consultation.

La SSPF ne voit aucune raison impérative de mettre fin prématurément à la phase des mesures librement consenties. Elle indique que le centime climatique est prélevé sur les carburants à l'importation, soit dans un domaine où il faut absolument agir. L'affectation du produit de la taxe à des mesures applicables aux combustibles et aux carburants permet d'atteindre plus facilement la contribution demandée en Suisse. Enfin, le centime climatique peut être introduit rapidement et sans l'intervention du Parlement.

L'USP soutient une variante 4 élargie, aux conditions suivantes:

- Les prestations de l'agriculture doivent être mesurées et imputées en eqCO₂. Comme l'agriculture a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 550 000 eqCO₂, elle doit être exemptée d'éventuelles taxes climatiques.
- Le produit du centime climatique doit être affecté en partie à la mise à disposition de capacités de production pour des énergies renouvelables en Suisse. Il faut, en parallèle, des quotes-parts cibles pour les sources d'énergie issues de la biomasse, tel que cela est prévu dans la directive 2003/307CE de l'UE.

Au cas où cette variante ne permettrait pas d'atteindre les effets escomptés d'ici à 2010, l'USP se prononce en faveur de la variante 3, en posant les mêmes conditions qu'avec la variante 4. L'USP demande d'utiliser l'huile de chauffage comme carburant si le remboursement de l'impôt sur les carburants devait être abandonné.

Les partisans de la variante 4 rejettent une taxe sur le CO₂ notamment pour les raisons suivantes, à quelques petites divergences près:

- La taxe a des conséquences négatives sur l'économie suisse (economiesuisse, SSPF, USAM, USP).
- L'effet incitatif, surtout dans le domaine des combustibles, est faible, à cause notamment de l'absence d'incitation pour les propriétaires d'immeubles, qui peuvent répercuter la taxe sur les locataires (economiesuisse, SSPF, USAM).

- La diminution du tourisme de l'essence ne fait que déplacer les émissions de CO₂ à l'étranger (economiesuisse, USAM, USP).
- La Confédération enregistre une importante perte de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales (economiesuisse, SSPF, USAM, USP), tandis que la quote-part de l'État s'accroît du fait de la hausse des recettes de la TVA (economiesuisse, USAM).
- La taxe a des effets structurels indésirables sur certaines branches de l'économie. L'industrie, les PME et les entreprises non assujetties sont pénalisées (economiesuisse, USAM).
- La taxe est une charge de plus pour l'industrie des transports et les régions périphériques, en particulier pour le tourisme (economiesuisse, USAM, USP) et l'agriculture (USP).
- La taxe augmente les coûts du logement (economiesuisse, SSPF, USAM).
- La Suisse fait cavalier seul en Europe en introduisant une taxe (economiesuisse, SSPF, USAM, USP).
- La charge administrative est importante (economiesuisse, SSPF, USAM).

La SSPF est surtout opposée à une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles. Dans la variante 3, les combustibles sont imposés beaucoup plus fortement que les carburants. Au vu de l'évolution positive observée dans le domaine des carburants, cette variante lance un très mauvais signal.

2.4 Organisations de protection de l'environnement

Variante 1

Equiterre, la FSAN, Greenpeace, MfE, PEE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF se prononcent en faveur de la variante 1. La FSAN renonce à une prise de position détaillée, mais se rallie pour l'essentiel aux arguments des autres organisations de protection de l'environnement. Celles-ci mettent en avant, à quelques petites divergences près, les avantages suivants:

- La taxe déploie ses effets en Suisse et permet donc d'atteindre les objectifs de réduction des émissions d'abord en Suisse. La taxe respecte le principe du pollueur-payeur. Elle crée des incitations durables, encourage l'innovation, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables ainsi que les véhicules à faible consommation de carburants.
- Les effets secondaires positifs en Suisse font diminuer par exemple les coûts de la santé et les pertes de récoltes grâce à l'amélioration de la qualité de l'air. Les dégâts dus au climat sont évités.
- Les effets de la redistribution sont positifs et engendrent les adaptations structurelles nécessaires. La redistribution avantage les familles et est socialement équitable. Les régions économiquement faibles bénéficient d'incitations décentralisées sur les prix.
- Les conséquences sur l'économie suisse sont positives: effets positifs sur l'emploi, argent utilisé en Suisse, avantages du first mover.
- La variante 1 est en conformité avec la loi sur le CO₂ et les accords internationaux et rencontre une large adhésion.
- La condition principale et les quatre conditions secondaires de la loi sur le CO₂ (art. 6, al. 1 et 2) requises pour l'introduction de la taxe sur le CO₂ sont remplies. D'autres taxes énergétiques, y compris l'effet hypothétique d'instruments fiscaux qui ne sont pas encore approuvés, sont prises en compte (al. 2a). La majorité des anciens pays de l'UE ont introduit un impôt sur le CO₂ et/ou sur l'énergie (al. 2b). Les prix de l'essence et des combustibles sont bas en Suisse en comparaison internationale (al. 2c). L'alignement

des prix sur ceux des pays voisins ne devrait guère engendrer de désavantages compétitifs. Les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie ont en outre la possibilité d'être exonérées de la taxe. En fin de compte, l'introduction d'une taxe sur le CO₂ profite à l'économie suisse (al. 2d).

Greenpeace, MfE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF remarquent que la diminution des recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales pourrait même être plus que compensée au vu des avantages d'une taxe sur le CO₂. En fixant des objectifs de réduction pour les énergies fossiles, le Parlement a voté une diminution des recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales. S'il veut maintenir les recettes à un niveau constant, il doit augmenter l'impôt sur les huiles minérales en conséquence. Les bénéfices du tourisme de l'essence disparaîtront de toute façon si d'autres pays voisins décident de suivre l'exemple italien et de former une ceinture de protection. La perte de recettes ne se répercute que faiblement sur les finances des cantons et des communes. Les compétences en matière de construction des routes ont été redéfinies dans le cadre de la péréquation financière (RPT). En outre, la RPLP a été relevée au début 2005.

Greenpeace, MfE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF souhaitent le maintien des objectifs sectoriels pour les combustibles et les carburants. Si toutes les mesures ne peuvent pas être mises en œuvre dans les proportions voulues pour combler les écarts de 0,9 million de tonnes de CO₂ pour les combustibles et de 2,6 millions de tonnes de CO₂ pour les carburants, les taux de la taxe devront être adaptés.

Les partisans de la variante 1 rejettent la variante 2 notamment parce qu'elle nécessite d'adapter la loi, qu'elle lance un mauvais signal en imposant moins fortement les carburants et qu'elle enfreint les accords de Marrakech. Quant au centime climatique, il présente notamment les inconvénients suivants:

- Le centime climatique n'est pas conforme à l'art. 2, al. 2, de la loi sur le CO₂ et viole les conditions de supplémentarité prévues dans le rapport de consultation.
- Le centime climatique est assimilable de facto à un impôt pour lequel il n'existe aucune base légale. Il viole la loi sur les cartels.
- Le centime climatique est aménagé à l'écart du peuple et du Parlement, ce qui ne manque pas de poser problème.
- La qualité des certificats étrangers est sujette à caution.

Variante 2

PEE pourrait envisager, en second choix, la variante 2 comme solution de compromis.

Variante 4

ecoswiss se prononce en faveur de la variante 4. ecoswiss écrit que les réactions aux quatre variantes sont hétérogènes. Plusieurs organismes rejettent les quatre variantes en raison de leurs conséquences négatives sur l'économie, insupportables dans la situation actuelle. Les variantes 1, 2 et 3 sont plébiscitées presque exclusivement par des entreprises/associations qui ont déjà pris des mesures librement consenties. La variante 4 a les faveurs de larges milieux, car elle autorise l'acquisition de certificats étrangers et se révèle par conséquent très avantageuse. Par ailleurs, ecoswiss exprime des doutes sur les effets incitatifs de la taxe sur le CO₂ (aucune élasticité des marchés, en particulier pour les PME) et sur la redistribution à l'économie (les entreprises de services, à plus forte consommation de main-d'œuvre, sont avantagées au détriment des entreprises de l'industrie et des arts et métiers qui consomment plus d'énergie).

2.5 Associations de transport

Variante 1

L'ATE s'exprime en faveur de la variante 1. Sa position se recoupe avec celle des organisations de protection de l'environnement (Greenpeace, MfE, Pro Natura, Rheinaubund, WWF, chapitre 2.4).

L'UTP préfère une taxe sur le CO₂ à un centime climatique, car une taxe sur le CO₂ produit un effet incitatif réel en Suisse. Les mesures à prendre ne doivent pas affaiblir la compétitivité des transports publics. Une taxe sur le CO₂ frapperait avant tout les entreprises de transport en car et en bateau, déjà fortement mises à contribution par le Programme d'allègement 04. L'UTP propose de conclure une convention incluant l'ensemble des prestations des transports publics en faveur du climat pour tenir compte de la situation des entreprises de transport en car et en bateau.

Variante 4

L'ACS_2, l'ASTAG, la FRS, le TCS et l'UPSA, se prononcent en faveur de la variante 4. Leurs positions se recoupent largement avec celle de l'UP (chapitre 2.6). Il faut opter pour la solution du centime climatique, car il s'agit d'une mesure librement consentie qui peut être introduite rapidement. En outre, l'utilisation des mécanismes de flexibilité permet d'atteindre les objectifs de réduction des émissions à un coût aussi bas que possible, dans des conditions économiques acceptables et moyennant un faible travail d'exécution. Les organisations critiquent la présentation unilatérale des quatre variantes dans le rapport de consultation.

Les arguments en défaveur d'une taxe sur le CO₂ avancés par les partisans de la variante 4 sont notamment et à quelques petites divergences près les conséquences économiques négatives, les répercussions sur différents secteurs (transports, régions périphériques, tourisme en particulier), les distorsions de la concurrence entre les branches économiques et les importantes pertes de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales, qui priveraient la Confédération de moyens financiers importants pour financer le réseau routier suisse. L'éventuelle compensation des pertes par un relèvement de l'impôt sur les huiles minérales ferait diminuer encore plus le tourisme de l'essence. Par ailleurs, les consommateurs suisses feront plus souvent leur plein d'essence à l'étranger plutôt qu'en Suisse. Se référant au système européen des droits d'émission, les organisations soulignent que l'introduction d'une taxe sur le CO₂ serait une démarche unique en Europe. Elles doutent également de l'effet incitatif de la taxe sur le CO₂.

La FRS et l'UPSA demandent qu'en cas d'introduction d'une taxe sur le CO₂, la hausse des impôts sur l'essence, prévue dans le cadre de la révision de la loi sur les huiles minérales pour encourager les carburants alternatifs, soit compensée intégralement à partir du produit de la taxe sur le CO₂.

L'ACS_2, l'ASTAG, la FRS, le TCS et l'UPSA, soulignent que lors du choix de la variante, il faut se référer uniquement à un objectif global, c'est-à-dire à un écart total par rapport aux objectifs de 2,5 millions de tonnes de CO₂. Pour la FRS et l'UPSA, la répartition des écarts entre l'objectif total et les objectifs sectoriels est artificielle et bureaucratique.

2.6 Associations professionnelles et de branche

Énergie

Variante 1

L'ASER, Énergie-bois, la FSE, Solar, la SSG, Swissolar et VEL se prononcent en faveur de la variante 1.

L'ASER, Solar et Swissolar demandent de relever le taux de la taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles à 70 francs au moins par tonne de CO₂ à partir de 2008, car les écarts sont évalués de manière trop optimiste dans le rapport. Ces organisations rappellent que l'huile de chauffage ne coûte pas cher en Suisse et que cette mesure permettrait d'exploiter le potentiel des énergies renouvelables et de réduire la dépendance de la Suisse vis-à-vis des agents énergétiques fossiles et, partant, de l'étranger.

L'ASER, Énergie-bois, Solar et Swissolar soulignent la nécessité de réduire les émissions en Suisse. Elles soulignent les différents avantages économiques de la variante 1, qui pourraient compenser les pertes de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales. De plus, cette variante est conforme au droit en vigueur et aux accords internationaux. La condition principale et les quatre conditions secondaires de la loi sur le CO₂ (art. 6, al. 1 et 2) sont remplies (cf. MfE, Greenpeace, Pro Natura, Rheinaubund, WWF). Les objectifs sectoriels devraient être atteints.

La FSE partage la même position que les organisations de protection de l'environnement (MfE, Greenpeace, Pro Natura, Rheinaubund, WWF, chapitre 2.4).

La SSG soutient la variante 1, notamment parce que le renchérissement des combustibles fossiles améliore la compétitivité de la production géothermique de chaleur.

VEL préconise la variante 1, car elle est la seule qui soit conforme à la législation. VEL demande que les recettes ne soient pas redistribuées, mais qu'elles soient affectées à des mesures de réduction des émissions. L'organisation rejette le principe de l'acquisition de certificats étrangers.

Variante 3 en combinaison avec la variante 1

QAED souhaite combiner la taxe sur le CO₂ appliquée aux carburants et aux combustibles avec un centime climatique. Cette solution permet de combiner l'effet d'une taxe d'incitation avec celui d'une taxe d'encouragement. S'il faut prendre position sur une seule variante, QAED soutient la variante 3. La variante 2 présente le défaut de nécessiter une révision de la législation, alors que la variante 4 annihile les efforts des entreprises qui ont déjà pris des mesures de leur plein gré.

Variante 4

L'ASIG, AVIA, l'ESPER, le FE, Swissoil et l'UP se prononcent en faveur de la variante 4. Ils en soulignent notamment les avantages suivants, à quelques petits détails près:

- Ses impulsions sur l'économie suisse sont positives (Swissoil, UP).
- Le centime climatique est une mesure librement consentie (ASIG, AVIA, ESPER, FE, Swissoil, UP) qui peut être introduite rapidement et sans l'intervention du Parlement (FE, Swissoil, UP).
- Le centime climatique permet d'atteindre les objectifs de réduction des émissions à un coût avantageux et supportable pour l'économie grâce à l'utilisation des mécanismes de flexibilité (AVIA, ESPER, FE, Swissoil, UP). Son exécution ne nécessite qu'un faible travail (UP).

Le FE suggère de financer les contributions à l'AEnEC des entreprises qui ont pris des mesures librement consenties de réduction des émissions de CO₂ avec une petite partie du produit du centime climatique.

L'UP souligne par ailleurs les points suivants:

- L'UP a fait examiner la légalité du centime climatique, légalité qui lui a été confirmée par un avis de droit. En ce qui concerne l'avis de la Commission de la concurrence du 21 décembre 2004 sur la conformité du centime climatique avec le droit de la concurrence,

l'UP estime que le centime climatique ne représente pas un accord qui affecte de manière notable la concurrence. Même si tel était le cas, il pourrait être réputé justifié en vertu de l'art. 5 de la loi sur les cartels (LCart). L'UP transmettra à la Commission de la concurrence des documents pour lever les craintes de celle-ci. Il n'est donc pas nécessaire de s'appuyer sur l'art. 8 LCart. Une autorisation selon l'art. 8 LCart ne serait de toute façon qu'une pure question de forme.

- Le centime climatique est une contribution volontaire des importateurs d'huiles minérales, versée dans un fonds spécial géré par une fondation indépendante. S'agissant de la participation de la Confédération, l'UP explique que les activités de la Fondation du centime climatique se baseront sur une convention de prestations avec la Confédération de manière à éviter des conflits d'intérêts avec des projets initiés par la Confédération, en particulier dans le cadre de SuisseÉnergie. La mise en œuvre du centime climatique nécessite également de se mettre d'accord sur la définition des « jalons ». En raison de retards indépendants de la volonté de l'UP, les jalons proposés doivent être reportés d'un à deux ans au moins. L'UP indique que le concept, prévoyant une durée minimale désormais aux alentours de 2009/2010 et non plus de 2008, en raison des retards, et une relation contractuelle résiliable (avec des délais de résiliation généreux), est conforme au caractère des mesures librement consenties de l'économie. L'UP ajoute que le centime climatique n'est pas un cas isolé. Elle cite notamment l'exemple des taxes de recyclage et d'élimination anticipées.
- Selon l'UP, le centime climatique ne met pas en danger les autres mesures librement consenties. Pour éviter des frictions, les activités du centime climatique doivent, selon les vœux de l'économie, être réunies avec celles de l'AEnEC. Le centime climatique peut par ailleurs se baser sur les structures du programme SuisseÉnergie (AEnEC, mandat de prestations, controlling), ce qui en garantit la transparence.
- Les émissions de CO₂ en Suisse n'augmentent pas.
- Lors du choix de la variante, il faut se référer uniquement à un objectif global, c'est-à-dire à un écart total par rapport aux objectifs de 2,5 millions de tonnes de CO₂. La répartition des écarts entre l'objectif total et les objectifs sectoriels est artificielle et bureaucratique.
- L'UP déplore la présentation unilatérale des quatre variantes dans le rapport de consultation.

Les partisans de la variante 4 rejettent une taxe sur le CO₂ notamment pour les raisons suivantes, à quelques petits détails près:

- La taxe a des conséquences négatives sur l'économie suisse (ASIG, AVIA, ESPER, FE, Swissoil, UP).
- Dans le domaine des combustibles surtout, l'effet incitatif est faible du fait notamment de l'absence d'incitations pour les propriétaires d'immeubles (AVIA, FE, UP). L'effet incitatif au niveau des carburants n'est pas certain (ASIG, AVIA, Swissoil, UP). Le recul du tourisme de l'essence déplacera les émissions de CO₂ à l'étranger (ESPER, FE, UP).
- La Confédération enregistrerait d'importantes pertes de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales. Les pertes devraient être compensées par un relèvement de l'impôt sur les huiles minérales (AVIA, ESPER, FE, UP). La hausse des recettes de la TVA accroît la quote-part de l'État (AVIA, ESPER, UP).
- La taxe provoque des effets indésirables sur certaines branches de l'économie. L'industrie, les PME et les entreprises non assujetties sont pénalisées (ASIG, AVIA, ESPER, UP).
- La taxe représente une charge de plus pour l'industrie des transports et les régions périphériques, en particulier pour le tourisme (AVIA, UP). Swissoil critique l'inégalité de traitement avec le courant étranger non taxé provenant de centrales thermiques et destiné à l'exploitation de pompes à chaleur. L'ASIG estime que la production du courant

indigène à partir du gaz naturel dans des installations efficaces est pénalisée par rapport au courant importé.

- La taxe est unique en Europe (AVIA, UP). Le rapport de consultation ne tient pas compte des effets d'autres taxes énergétiques (UP).
- La charge administrative est importante (ESPER, UP) et les effets secondaires ne sont pas démontrés (AVIA, UP).

La nécessité de réviser la loi est invoquée comme motif de refus de la variante 2 (ASIG, FE, UP).

En taxant plus durement les combustibles que les carburants, la variante 3 envoie un mauvais signal, estiment l'ASIG et AVIA.

En cas d'introduction d'une taxe sur le CO₂, l'ASIG demande de vérifier dans quelle mesure la production d'électricité thermique à gaz en Suisse pourrait être exonérée, en tout ou en partie, d'une taxe sur le CO₂, en vertu de l'art. 6, al. 2, let. c et d, de la loi sur le CO₂.

Rejet des quatre variantes

L'ACE estime que les quatre variantes se concentrent exagérément sur les mesures en Suisse et qu'elles ne considèrent pas assez la dimension internationale du climat. L'ACE demande d'élaborer une variante qui permette à l'économie suisse de participer au commerce international des droits d'émission. En adoptant des procédures d'autorisation allégées pour les installations de production de l'énergie, des objectifs importants de la politique climatique peuvent également être réalisés.

La CCF rejette toutes les variantes, car elles ont le défaut de pénaliser encore davantage le courant produit dans les installations de couplage chaleur-force vis-à-vis du courant étranger, produit lui dans des centrales thermiques.

Industrie

Variante 1

La SSIC préconise la variante 1. Selon elle, les règles du jeu ne doivent pas être modifiées de manière imprévue en cours de route. Le centime climatique ne satisfait pas aux sept exigences centrales de la SSIC en matière de taxes d'incitation. Il désavoue les efforts des entreprises du groupe du modèle énergétique chimie qui ont signé des conventions formelles et menace les mesures librement consenties prises jusqu'à présent ainsi que toute la dynamique des conventions passées avec les entreprises. En outre, le centime climatique représente un véritable impôt sur l'énergie et n'est pas non plus de ce fait une mesure librement consentie du point de vue des consommateurs d'énergie. La SSIC rejette la variante 2, car l'affectation partielle des recettes est contraire au principe de la neutralité en matière de recettes fiscales.

Variante 4

L'ASMP, cemsuisse, la FTS, l'IGEB, swissmem et la ZPK se prononcent en faveur de la variante 4. Le centime climatique est une mesure ciblée, librement consentie et conforme à la loi. Il représente également la solution la plus efficace et la plus avantageuse économiquement.

cemsuisse et swissmem soulignent l'importance de l'intégration des mécanismes de flexibilité et plaident en faveur d'une solution compatible avec l'UE.

cemsuisse ajoute que les recettes du centime climatique serviront également à soutenir des mesures de réduction des émissions en Suisse, ce qui permettra de faire porter une grande

partie du poids de l'effort en Suisse. Parallèlement aux mesures déjà lancées et en cours de réalisation, la future agence du climat devrait aussi encourager de nouveaux projets innovants, comme le projet « Capture and Storage of CO₂ » de l'EPFZ.

La FTS, l'IGEB et la ZPK demandent que les efforts de réduction des émissions des entreprises de la FTS, de l'IGEB et de la ZPK au sein de l'AEnEC soient considérés comme une mesure intérieure digne de soutien de la nouvelle agence. L'IGEB pourrait s'imaginer que les contributions à l'agence du climat soient abaissées ou supprimées et/ou que la réduction effective des émissions de CO₂ soit indemnisée. Dans tous les cas, il faudra créer un instrument juridique qui permette de vendre, en Suisse et dans le monde, les économies de CO₂ réalisées allant au-delà des objectifs chiffrés dans le cadre d'un système de négoce de « certificats » et de « crédits » (FTS, IGEB, ZPK). L'IGEB et la ZPK exigent aussi que les investissements déjà effectués par les entreprises de l'IGEB dans la perspective d'une introduction de la taxe soient indemnisés.

Swissmem estime suffisant de poursuivre sur la voie en cours et de soutenir la mise en œuvre au moyen d'incitations (argent du centime climatique par exemple). swissmem a élaboré un concept de fonds énergétique compatible avec les lois de l'économie, capable de contribuer à moyen et à long terme à l'amélioration de l'efficacité énergétique et du bilan de CO₂.

Les arguments des partisans de la variante 4 contre les variantes avec une taxe sur le CO₂ rejoignent largement ceux d'economiesuisse et de l'UP. L'ASMP, cemsuisse, la FTS, l'IGEB, swissmem et la ZPK estiment que la taxe pénalise l'industrie au profit des services. Ces organisations craignent également que la taxe menace la compétitivité des entreprises suisses.

swissmem relève en particulier la différence de traitement, dans la variante 3, entre les combustibles et les carburants. Si une taxe sur le CO₂ devait être introduite, elle devrait alors frapper aussi bien les combustibles que les carburants en fonction des écarts par rapport aux objectifs.

Construction, artisanat

Variante 4

La SSE se prononce en faveur de la variante 4. Selon elle, la législation en vigueur présente différentes faiblesses qui compliquent la réalisation des objectifs. Elle cite comme exemple le manque d'incitations pour les propriétaires de bâtiments.

Nouvelle variante

Les considérations de suissetec se réfèrent exclusivement au domaine des combustibles. Suissetec demande que les recettes de la taxe d'incitation sur les combustibles ou, le cas échéant, d'un centime climatique soient destinées entièrement ou principalement à des mesures d'assainissement. Suissetec est consciente que la réalisation d'un tel projet n'est pas possible sans une révision de la loi. L'organisation entend soumettre un projet en ce sens (« suissetec CO₂-Spiegel ») aux instances compétentes.

Commerce, services, importations

Variante 4

auto-suisse et la VSIG se prononcent en faveur de la variante 4. Leur position recouvre très largement celle de l'UP.

auto-suisse demande, en cas d'introduction d'une taxe sur le CO₂, une compensation pleine et entière de la hausse de la fiscalité sur l'essence prévue dans le cadre de la révision de la

loi sur les huiles minérales pour encourager les carburants alternatifs à partir des recettes de la taxe sur le CO₂.

Autres organisations de l'économie

Variante 1

L'öbu soutient la variante 1. Il existe d'importantes raisons économiques, écologiques, sociales et éthiques pour que les émissions soient réduites d'abord en Suisse. Renoncer à une taxe sur le CO₂ serait donner un mauvais signal.

L'öbu rejette la variante 2, car elle nécessiterait une révision de la loi. Les variantes 3 et 4 présentent certes des avantages financiers à court terme pour la Confédération, mais leurs inconvénients l'emportent de loin sur leurs avantages. L'exécution est volontaire et non garantie, car aucune sanction n'est prévue si les objectifs ne sont pas atteints. L'öbu ne comprend pas non plus pourquoi il faudrait renoncer à réduire la consommation dans le domaine des carburants. Les variantes 3 et 4 sont contraires à la loi sur les cartels et sont dépourvues de perspectives à long terme.

Variante 4 élargie

L'UPS soutient une variante 4 élargie. Sa position correspond à celle de l'USP, si ce n'est que l'UPS souhaite encourager les matières premières renouvelables non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour la production industrielle.

2.7 Organisations de consommateurs

Variante 1

L'acsi, la FRC et la FPC se prononcent en faveur de la variante 1. Elles en soulignent notamment les avantages suivants, à quelques petits détails près:

- La variante 1 garantit une politique climatique cohérente et transparente ainsi qu'une répartition des recettes juste et neutre d'un point de vue fiscal. Elle ne désavantage pas les régions périphériques, est socialement équitable et favorable aux familles. La population suisse profite de la taxation des touristes de l'essence.
- La taxe profite aux consommateurs suisses. Elle exerce des effets bénéfiques sur la santé et les récoltes et rend la Suisse moins dépendante du pétrole, ce qui constitue une protection contre les hausses de cours.

La FRC relève par ailleurs que les consommateurs n'ont pas tous les mêmes possibilités de réduire leurs émissions de CO₂ (ville/campagne, bailleur/locataire). Elle redoute également une progression de l'indice suisse des prix à la consommation.

La FRC et la FPC demandent, à quelques petites divergences près, de prendre des mesures supplémentaires: décompte individuel des frais de chauffage, assainissements des bâtiments (avec droit des locataires à être entendus), encouragement de l'offre de carburants alternatifs et échelonnement plus fin en cas d'introduction d'une taxe sur le CO₂. Les prix des combustibles et des carburants doivent être plafonnés et la taxe doit être adaptée de façon à ce que les prix ne dépassent pas le plafond.

La FPC rejette la variante 2, parce que celle-ci nécessite une révision de la loi et qu'elle n'est pas neutre en matière de recettes fiscales.

La FRC émet une opposition de principe à l'acquisition de certificats étrangers et rejette les variantes 3 et 4. Selon la FPC, les variantes 3 et 4 ont le défaut de ne pas respecter la loi sur le CO₂, de favoriser une politique climatique incohérente, de manquer de transparence et de

ne pas être neutres en matière de recettes fiscales. La FPC formule également des réserves d'ordre juridique et politique.

Variante 2

La FRC pourrait envisager, en second choix, la variante 2 comme solution de compromis.

2.8 Autres organisations

La position de la CDE est présentée au chapitre 2.1. La KKAK et la VVAK ne se prononcent que sur l'exécution technique des variantes 1, 2 et 3 (chapitre 3.2). santésuisse ne prend pas position sur la variante à privilégier. Elle confirme que les assureurs-maladie sont en mesure de participer à la redistribution de la taxe sur le CO₂ (chapitre 3.2).

Variante 1

L'ACS_1, l'ASST, les CFF, la COTE, la FSFP, l'OcCC, ProClim, la SKF et l'UVS se prononcent en faveur de la variante 1.

L'ACS_1, la COTE, la FSFP, la SKF et l'UVS soulignent la nécessité de réduire les émissions de CO₂ en Suisse, car cela permet de diminuer la pollution locale. En prenant des mesures à l'intérieur de ses frontières, la Suisse assume ses responsabilités envers les générations actuelles et futures, aide à prévenir les maladies et augmente la qualité de vie (COTE, FSFP, SKF). Selon l'ACS_1 et l'UVS, les villes et les agglomérations, qui concentrent un grand nombre d'activités préjudiciables à l'environnement, ont besoin d'instruments efficaces conformes au principe du pollueur-payeur. L'ACS_1 relève par ailleurs que si les émissions de CO₂ sont principalement émises dans les centres urbains, les conséquences du réchauffement climatique se font essentiellement ressentir dans les régions de montagne. Les intérêts des régions de montagne et les pertes de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales doivent être pris en compte dans l'aménagement de la variante 1, dans la perspective surtout des programmes d'allègement.

L'OcCC et ProClim soutiennent la variante 1 pour les raisons suivantes:

- Il est indispensable de réduire sensiblement les émissions de CO₂ dans les pays industrialisés pour réaliser les objectifs de protection du climat. Le centime climatique est dépourvu de perspectives à long terme.
- Les changements climatiques sont occasionnés principalement par les pays industrialisés. C'est à eux d'abord qu'il appartient de réduire leurs émissions, conformément au principe du pollueur-payeur.
- La taxe sur le CO₂ a pour effet d'inciter les consommateurs à accroître l'efficacité énergétique lors de l'utilisation et de la transformation de l'énergie. Une augmentation de l'efficacité énergétique permet d'abaisser les coûts de l'énergie à moyen terme et rend la Suisse moins dépendante des énergies importées, pétrole en particulier.
- La taxe sur le CO₂ produit des effets bénéfiques secondaires: elle réduit la pollution de l'air (diminution des atteintes à la santé, de la corrosion et des pertes de récoltes) et encourage les innovations technologiques et la création de nouveaux emplois (technologies efficaces, énergies renouvelables).
- Si la Suisse renonçait à introduire une taxe sur le CO₂, elle enverrait de faux signaux à l'économie (en particulier aux producteurs de technologies) et à d'autres pays, compte tenu des développements prévisibles (hausse des prix de l'énergie, prescriptions plus sévères sur les émissions).

- La participation au système des droits d'émission de l'UE ne semble pas possible avec le centime climatique, car ce système suppose des engagements juridiques contraignants. Si la taxe sur le CO₂ est introduite, cette importante condition préalable serait remplie.

L'ASST se prononce pour une combinaison des variantes 1 et 3. Une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles et aux carburants et un centime climatique permettent d'obtenir des effets d'incitation et d'encouragement maximaux. Au vu des faibles chances politiques de cette combinaison, l'ASST soutient clairement la variante 1, car elle met en œuvre la loi sur le CO₂ de manière cohérente et directe.

Les CFF se prononcent en faveur de la variante 1, qui est la plus susceptible d'encourager le transfert de la route vers le rail. De plus, l'effort de réduction des émissions est déployé ainsi principalement en Suisse.

L'ASST, l'OcCC et ProClim invoquent la nécessaire révision de la loi à l'encontre de la variante 2. Selon l'OcCC et ProClim, les avantages financiers à court terme pour la Confédération et une moins grande charge pour certaines branches de l'économie plaident certes en faveur des variantes 3 et 4, mais leurs inconvénients l'emportent largement sur leurs avantages. L'ASST et l'OcCC sont opposés à la variante 4, parce qu'elle annihile les efforts consentis par l'économie en vue de réduire les émissions de CO₂ dans le cadre de conventions formelles et parce que la réduction des émissions de CO₂ n'a pas lieu d'abord en Suisse.

La COTE, la FSFP et la SKF remarquent que dans le domaine des transports, où les mesures sont les plus urgentes, le centime climatique ne permet pratiquement pas de réduire les émissions de CO₂ en Suisse. De plus, elles relèvent que le centime climatique ne sert que les intérêts particuliers de l'Union pétrolière et qu'il fait passer l'intérêt général à l'arrière-plan. La COTE estime que le centime climatique pourrait tout au plus être judicieux comme mesure librement consentie, en plus de la variante 1.

Variante 2 sans affectation partielle

Coop et Migros se prononcent en faveur de la variante 2 sans affectation partielle, ce qui ne nécessiterait donc plus de réviser la loi. Elles rappellent le problème que pose le tourisme de consommation au commerce de détail. Les deux distributeurs craignent que ce problème s'aggrave si la variante 1 est choisie.

En outre, Coop subordonne son approbation à la variante 2 (et à la variante 3) à la condition qu'elle puisse passer des conventions formelles et des conventions volontaires pour ses entreprises. Il ne faut pas non plus que la taxe sur le CO₂ soit ressentie par les consommateurs comme une baisse de leur pouvoir d'achat se répercutant sur la consommation courante.

Migros propose une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles et aux carburants selon la variante 2. Le taux de la taxe est ainsi adapté progressivement en fonction des certificats d'émission acquis et imputables, de l'évolution des prix des combustibles et des carburants et des écarts par rapport aux objectifs. Il incomberait à l'économie de combler l'écart restant. L'économie aurait la possibilité de maintenir les taux à un bas niveau en prenant d'autres mesures librement consenties et en achetant des certificats d'émission.

Variante 3

L'ASST pourrait envisager, en second choix, la variante 3 comme solution de compromis. La variante 3 entre également en ligne de compte pour Coop, bien qu'elle n'apporte guère le résultat escompté dans le domaine des carburants, là où des mesures doivent être prises.

Variante 4

La FST soutient la variante 4, car le centime climatique est adapté aux besoins des véhicules fonctionnant avec des carburants. La FST souligne que les stations touristiques dans les régions périphériques et de montagne sont tributaires du trafic motorisé. Les variantes 1 et 2 se traduisent par des pertes de création de valeur dans les branches dépendant directement et indirectement du trafic motorisé individuel et affaiblissent la compétitivité internationale du tourisme suisse. Ces variantes exercent aussi, indirectement, des conséquences négatives sur les transports publics, car les pertes de recettes au titre de l'impôt sur les huiles minérales pénaliseront aussi le financement des grands projets ferroviaires et l'avenir du fonds FTP.

La FST peut également accepter la variante 3, car elle honore les mesures librement consenties prises par les groupes de modèle énergétique.

Coop pourrait également s'accommoder de la variante 4.

2.9 Autres participants à la consultation

Variante 1

La variante 1 bénéficie de l'appui de plusieurs autres participants à la consultation:

- Le groupe du Modèle énergétique de Zurich, qui comprend Allianz Suisse, Ascom, Credit Suisse Group, Coop Total Store, DOW Europe, Migros Zürich, Maus frères, Mettler-Toledo, Oerlikon Contraves, Sihl, Swiss Life, Swiss Re, Telekurs Services, UBS, la ZKP et Zurich Assurances, souhaite instituer une fondation d'utilité publique en faveur du climat. Les fonds versés par les entreprises membres proviennent du retour net de la taxe sur le CO₂. La fondation aurait pour but d'utiliser les fonds aux fins suivantes: a) mesures de réduction des émissions de CO₂ dans des PME consommant beaucoup d'énergie, b) jeunes entreprises innovantes et produits mûrs permettant d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire les émissions de CO₂, c) recherche appliquée et développement de technologies et de produits pour la protection du climat.
- À la différence de swissmem, les membres suivants de l'association faïtière soutiennent la variante 1: Ascom, Biral, Maag, Oerlikon contraves.
- Aelsi, AIFT, Armaka, BWSO, Énergie-bois CHNO, Énergie-bois Emmental, Énergie-bois GR, Énergie-bois Surselva, Énergie-bois Werdenberg, FSIB, HOBAG, IPE, LNC, Lorenz, Pieren, Pro Holz Soleure, Pro Holz Thurgovie, renercon, SFS, sigmatic, SPC, Tiba: argumentation semblable à celle d'Énergie-bois (chapitre 2.6).
- ACO, Action de Carême, CT politique du développement, FEPS, jp, Pain pour le prochain: argumentation semblable à celle de la COTE (chapitre 2.8).
- actif-trafiC, Alliance pour une politique climatique responsable (groupement de 47 organisations), ASEP, ASTE, CIPRA, claro, DB, fonds Bruno Manser, Gold Standard, iniziativa alps, my climate, Pan Eco, PUSCH: argumentation semblable à celle des organisations de protection de l'environnement (chapitre 2.4).
- Alliance pour le climat, ASEP, bio familia, CAS (argumentation semblable à celle de ProClim, chapitre 2.8), Cercl'Air, CFHA, Cité de l'énergie, CITRAP (exonération demandée pour les bus et les bateaux), Coordination Énergie, Écologie Libérale (pour que la taxe sur le CO₂ ne pénalise pas davantage les régions périphériques, proposition d'autoriser une déduction fiscale supplémentaire au titre des « contributions aux frais de voyage »), IFAEPE, futurebike, GV BS, Hausverein, iglh, iniziativa alps (en faveur d'un relèvement des taux de la taxe), Kongresshotels, LSP (peut s'imaginer aussi bien la variante 1 que la variante 2), newTree, Remontées Mécaniques, sortir du nucléaire, Vanell, Zurich.

Variante 2

SwissEco soutient la variante 2 (variante 1 en second choix).

Les participants suivants à la consultation, favorables à la variante 1, pourraient envisager la variante 2 en second choix: Ascom, ASEP, ASTE, Biral, Cercl'Air, CFHA, CITRAP, Maag, Oerlikon contraves, SFS.

La CoFoRo se prononce en faveur de la variante 3, mais pourrait aussi envisager la variante 2 en second choix.

Variante 3

Soutiennent cette variante:

- AJEF, ASEFOR, CoFoRo, EFAS, Industrie du bois suisse, lignum, thermobois, Thermoréseau: refusent une taxe sur le CO₂ appliquée aux carburants, car une telle taxe nuirait aux intérêts du transport du bois et des régions périphériques.
- ASITEC, CÉRAMIQUE, Forum PME, Lausanne, SAB.

Variante 4

Soutiennent cette variante:

- Aero Suisse, AIA, ASMR, Aqua Nostra, constructionsuisse, cvci, Électriciens Romands, ESPER Winterthour, FER, FRI, GastroSwiss, Horticulteurs, Hôtellerie suisse, SR Technics, swisselectric (soutient la position du FE), USIE, USM, USVP, Verreries (cf. IGEB chapitre 2.6), VSS.
- Amag, BMW, Ford, General Motors, Subaru, Toyota, UPSA ZH: argumentation semblable à celle de la FRS et de l'UPSA (chapitre 2.5).
- ANCL, ANCOV, Bündner BS-händler, BVU, GNJ, Grovaco, VBM, VNB: argumentation semblable à celle de Swissoil (chapitre 2.6).
- ASTAG Argovie, ASTAG Genève, ASTAG SH, ASTAG Suisse centrale: argumentation semblable à celle de l'ASTAG (chapitre 2.5).
- AVK, TCS Argovie, TCS Berne, TCS Bienne, TCS Jura, TCS Schaffhouse, TCS SG/AI, TCS Valais, TCS Volketswil, TCS Waldstätte: argumentation semblable à celle du TCS Suisse (chapitre 2.5).

Sans préférence pour l'une des quatre variantes

ESPER Bâle ne soutient aucune des variantes. CHIMIE ne privilégie aucune des variantes: les mesures librement consenties doivent être poursuivies et si les objectifs ne sont pas atteints, c'est la variante 1 qui doit être choisie. Coca-Cola rejette le centime climatique, ne réclame certes pas une taxe sur le CO₂, mais accepte celle-ci. Le CP ne soutient aucune des variantes et peut tout au plus se rallier à la variante 4. Chauffage à distance souhaite une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles. flybaboos est opposé avant tout aux variantes 1, 2 et 3. La FMH indique que les risques pour la santé ne doivent pas être sous-estimés. La FRE n'accepte aucune des variantes. La Chambre de commerce des deux Bâle ne se prononce pour aucune des variantes, car elle estime que le potentiel des mesures librement consenties n'est pas encore épuisé. La Commission de la consommation ne soutient aucune des variantes, mais peut tout au plus se rallier à la variante 4. Les Directeurs cantonaux des finances veulent voir si les mesures prévues dans le cadre de la révision de la loi sur les huiles minérales déploient leurs effets. procal (cf. suissetec chapitre 2.6) et la FSAP jugent la

consultation inutile, car selon l'art. 6 de la loi sur le CO₂, il appartient au Conseil fédéral d'apprécier la situation. L'ASED préconise une taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles.

La Comco considère que le centime climatique est assimilable à un accord en matière de concurrence, mais non à une entente, directe ou indirecte, sur les prix selon l'art. 5, al. 3, de la loi sur les cartels. Le projet doit être qualifié de restriction considérable à la concurrence et il n'est pas possible actuellement de le justifier par l'efficacité économique, à savoir ici exploiter plus rationnellement les ressources naturelles, selon l'art. 5, al. 2a, de la loi sur les cartels. Le Conseil fédéral peut néanmoins admettre le centime climatique en application de l'art. 8 de la loi sur les cartels.

3. Annexes

Parmi les participants à la procédure de consultation, beaucoup se sont prononcés sur les annexes dans le sens de l'UP, des associations de transport routier ou des organisations de protection de l'environnement. Ils ne sont plus cités nommément dans le présent chapitre.

3.1 Annexe 1: Règles régissant l'imputation des réductions d'émissions aux objectifs de réduction selon la loi sur le CO₂

Imputation des réductions d'émissions obtenues à l'étranger aux objectifs de réduction selon la loi

Supplémentarité plus « douce »:

- Le PRD demande une supplémentarité raisonnable.
- L'ASMP, l'ESPER et swissmem jugent inutile de fixer des quantités. L'acquisition de certificats étrangers doit être la moins limitée possible.
- L'ACS_2, auto-suisse, economiesuisse, la FRS, le TCS, l'UP, l'UPSA, l'USAM et la VSIG demandent de réexaminer toute la question de la supplémentarité. La réglementation proposée ne tient pas compte des réductions d'émissions de CO₂ de SuisseÉnergie. La règle 50:50 doit être interprétée comme la différence entre l'évolution « business as usual » et les objectifs fixés. L'écart par rapport aux objectifs atteint ainsi environ 8 millions de tonnes de CO₂, dont la moitié au maximum, soit 4 millions de tonnes de CO₂, peut être imputée à partir de mesures réalisées à l'étranger.
- L'ACS_2, auto-suisse, la FRS, l'USAM, l'UP, l'UPSA et la VSIG soulignent qu'aucune limite quantitative aux réductions obtenues à l'étranger n'a été fixée ailleurs dans le monde. S'il faut malgré tout définir une limite quantitative, il faut alors entre autres se baser sur les critères de l'UP (point précédent).
- Le FE recommande de respecter les règles internationales. L'objectif de supplémentarité doit être calculé sur tout l'objectif de réduction, et non sur l'écart restant.
- QAED et swissmem veulent fixer la supplémentarité en Suisse au même niveau que dans l'UE15, soit une imputation d'au moins 2,8 millions de tonnes de CO₂.
- L'ACS_2, auto-suisse, le FE, la FRS, le TCS, l'UP, l'UPSA, l'USAM et la VSIG jugent les supplémentarités partielles pour les combustibles et les carburants inutiles scientifiquement et dommageables économiquement.
- Pour l'ACS_2, auto-suisse, la FRS, l'UP, l'UPSA, l'USAM et la VSIG, une condition de supplémentarité fixée au niveau des entreprises individuelles constitue une réglementation excessive.

Supplémentarité plus « sévère »:

- La SSEC demande qu'au moins 75 % des objectifs de réduction des émissions soient atteints en Suisse. L'ASER, l'ATE, la COTE, la FSE, la FSFP, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, le PS, le Rheinaubund, la SKF, Solar, Swissolar et le WWF réclament une part de 90 %. Au maximum 10 % peuvent être imputés à partir de projets étrangers.
- L'ATE, la FSE, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF veulent fixer les limites supérieures suivantes pour l'imputation de certificats: 10 % de l'écart au maximum seraient autorisés dans le domaine des combustibles, ce qui correspond à 1,5 % des réductions ou 384 000 t CO₂. Dans le domaine des carburants, la règle des 10 % correspond à un total de 0,8 % ou 124 000 t CO₂. La règle 50:50 de 1,2 million de tonnes de CO₂ proposée pour les carburants dans le rapport de consultation autorise une hausse de 5 % de la consommation de carburants, car une réduction des combustibles de 0,8 million de tonnes de CO₂ en Suisse serait imputée au domaine des carburants. En outre, une mesure volontaire en Suisse ne pourrait être réalisée qu'à hauteur de 10 % au maximum avec des certificats étrangers. Cette règle doit également s'appliquer aux entreprises ayant conclu des conventions.
- Selon le PS, la quantité totale des certificats doit être répartie équitablement entre les différents acteurs. L'imputation complémentaire de certificats étrangers ne devrait être autorisée que si l'entreprise s'efforce de réduire ses émissions en Suisse.

Imputation des réductions d'émissions opérées en Suisse dans le domaine des combustibles à l'objectif de réduction pour les carburants

- L'ACS_2, l'ASMP, auto-suisse, la FRS, l'UP, l'UPSA, l'USAM, le TCS et la VSIG veulent pouvoir prendre en considération l'objectif total, qui doit être atteint de manière « intégrale ».
- Selon l'ASER, l'ATE, la FSE, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, QAED, le Rheinaubund, Solar, Swissolar et le WWF, les imputations croisées, consistant à imputer les réductions d'émissions de combustibles à l'objectif de réduction pour les carburants, sont contraires aux objectifs explicitement formulés dans la loi sur le CO₂. Elles nécessiteraient de développer un mécanisme de contrôle administratif coûteux. La réglementation prévue par le rapport de consultation n'est pas claire. Le texte ne dit pas qui est autorisé à annoncer une telle imputation aux autorités (QAED).
- L'ATE, Greenpeace, la FSE, MfE, le PE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF demandent que les certificats d'émission acquis dans le cadre de mesures volontaires ne puissent être imputés que dans le domaine où la réduction de la mesure librement consentie a été obtenue en Suisse. À défaut, il se pourrait que des « certificats excédentaires » soient transférés et que les efforts de réduction en Suisse dans l'autre domaine soient pénalisés.

Exigences en matière de qualité des certificats

- Le PDC demande de limiter les certificats étrangers aux projets qui pourraient être réalisés aussi selon la législation suisse.
- L'ATE, la FSE, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF ne veulent autoriser que les projets qui visent une véritable réduction des émissions de CO₂ à la source. Les catégories de projets entrant dans cette définition sont notamment les projets ayant pour but d'accroître l'efficacité énergétique, de remplacer les agents énergétiques fossiles et d'encourager les nouvelles énergies renouvelables. Le « gold standard » doit être maintenu.

- Le PS demande que les projets étrangers fassent l'objet d'un examen. L'imputation ne serait autorisée que si le projet apporte un bénéfice additionnel à la population, qu'il encourage l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et qu'il s'inscrit dans une perspective durable. La sélection des projets relèverait de la compétence de la Confédération.
- L'ATE, la FSE, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, le PS, le Rheinaubund et le WWF demandent d'exclure les certificats d'émission provenant de projets « hot air », des « puits », des plantations énergétiques, des projets « end of pipe » et des grands projets d'exploitation hydraulique.

3.2 Annexe 2: Règles régissant la taxe sur le CO₂

Exonération de la taxe pour les entreprises ayant pris un engagement formel (art. 9 L CO₂)

La Comco rappelle que l'égalité de traitement entre les entreprises qui émettent du CO₂ doit être garantie au niveau des conditions et de l'aménagement des engagements formels. Les entreprises qui ont pris un engagement formel peuvent participer au commerce des droits d'émission. Il faut donc s'assurer que les petites entreprises qui consomment moins d'énergie et qui doivent se regrouper pour être exonérées de la taxe ne soient pas pénalisées à cause de charges administratives plus lourdes. Même si les entreprises exonérées doivent respecter les réductions de CO₂ figurant dans leurs programmes de mesures, il faut veiller à ce que la taille de l'exploitation ne donne pas lieu à des distorsions de la concurrence en défaveur des entreprises plus petites.

Valeurs cibles: définition et calcul

- L'USP fait remarquer qu'aucune valeur cible n'apparaît si l'input énergétique d'une entreprise ne peut pas être divisé par son output.

Établissement des rapports et monitoring

- CÉRAMIQUE et Coop demandent que le délai de livraison des rapports soit fixé au 30 juin plutôt qu'au 1^{er} juin.
- L'ATE, la FSE, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF proposent que les entreprises qui se font exonérer de la taxe (FPC) et qui participent au commerce des droits d'émission soient tenues de publier leurs émissions annuelles de CO₂. Un tel registre pourrait par exemple être publié sur Internet et mis à jour régulièrement.

Évaluation de la réalisation de l'objectif

- CÉRAMIQUE, Coop et l'USP demandent que l'entreprise qui a atteint son objectif soit exonérée de la taxe. Si l'association elle-même n'atteint pas son objectif, il faut impérativement évaluer la réalisation de l'objectif au niveau de chaque entreprise, et non plus à celui du groupe.
- CÉRAMIQUE veut limiter la correction de l'objectif d'émission de CO₂ de l'association jusqu'à la fin de la période d'engagement aux entrées et aux sorties ainsi qu'aux modifications structurelles importantes. L'évaluation de la réalisation de l'objectif et l'attribution subséquente des droits d'émission devraient s'effectuer sur la base effective des années 2008 à 2012.

Commerce de droits d'émission

- L'ACS_2, auto-suisse, la FRS, l'UP, l'UPSA, l'USAM et la VSIG regrettent que le rapport de consultation ne présente pas les possibilités pour l'AEnEC, en tant qu'association, de participer au commerce de droits d'émission.
- La Comco fait référence à l'UE où les droits d'émission sont de plus en plus attribués dans des appels d'offres pour éviter une discrimination entre les entreprises nouvelles et celles déjà actives sur le marché considéré. C'est une évolution judicieuse.

Répartition du produit de la taxe

- ecoswiss, la SSIC et l'USP demandent que toutes les entreprises obtiennent une part du produit de la taxe en fonction de la somme des salaires AVS, et non pas seulement, conformément à l'art. 10, al. 5, de la loi sur le CO₂, celles qui n'ont pas pris d'engagement selon l'art. 9. L'art. 10, al. 5, de la loi sur le CO₂ doit être abrogé.
- SG suggère que le produit de la taxe soit redistribué à la population non pas par l'intermédiaire des caisses-maladie, mais sous la forme de crédits d'impôts de manière à ne pas fausser la transparence des coûts dans le domaine de la santé. La FPC estime qu'un remboursement direct par bulletin de versement serait plus judicieux. Le produit de la taxe serait ainsi également redistribué aux ménages qui ne seraient sinon pas pris en considération en raison d'une réduction maximale de prime.
- L'ATE, la FSE, Greenpeace, MfE, le PE, Pro Natura, le Rheinaubund et le WWF demandent que toutes les dépenses de l'AEnEC qui sont subventionnés par SuisseÉnergie et qui servent essentiellement à prouver que les conditions nécessaires à une exonération de la taxe sur le CO₂ sont remplies, sur la base de l'art. 10, al. 1, de la loi sur le CO₂, soient financées par les recettes de la taxe payée par l'économie. SuisseÉnergie disposerait ainsi d'argent pour soutenir de nouveaux projets en faveur du climat.
- cemsuisse demande d'introduire un modèle de remboursement échelonné permettant aux entreprises qui consomment beaucoup d'énergie de demander le remboursement au moins une fois par mois.

Exécution

- santésuisse propose la même procédure de remboursement que pour les taxes sur les COV (composés organiques volatils), de manière à ce que les charges administratives pour les assureurs-maladie restent contenues dans des limites raisonnables. Si la procédure actuelle a fait ses preuves, les procédures devront être adaptées ponctuellement. Les charges administratives pour les assureurs-maladie seront plus lourdes que pour la taxe sur les COV, car les exigences comptables et informatiques sont plus élevées et les montants à distribuer plus importants. Les intérêts (art. 23, al. 4, de l'ordonnance sur les COV) ne permettent de loin pas de dédommager adéquatement ce surplus de dépenses. santésuisse demande par conséquent un dédommagement adéquat allant au-delà de l'avantage d'intérêt. Au moment de fixer le dédommagement, il faudra veiller à ce que le surplus de charges soit calculé de la même manière pour les variantes 1, 2 et 3. Si la taxe sur le CO₂ est introduite dès 2006, le remboursement pourrait intervenir au plus tôt en 2008, car il nécessite un important travail de préparation. L'ordonnance à édicter devra préciser que le remboursement a toujours lieu deux ans plus tard (année de remboursement).
- KKAK et VVAK supposent qu'elles seront consultées encore une fois avant la mise en œuvre de la variante choisie, même si les caisses de compensation ont déjà été incluses dans une première conception de la disposition de l'ordonnance. Elles demandent un dédommagement qui couvre les coûts.

3.3 Annexe 3: révision de la loi sur le CO₂ pour l'affectation partielle du produit de la taxe

auto-suisse, la FRS, l'UP, l'UPSA, l'USAM et la VSIG critiquent la limitation à 2 % du produit de la taxe, car les moyens financiers nécessaires dus au prix du certificat et l'exigence de supplémentarité sont connus d'avance.

4. Demande d'une nouvelle procédure de consultation sur les textes législatifs concrets après le choix de la variante

GR, SO, auto-suisse, economiesuisse, la FRS, la SSIC, la SSPF, swissmem, l'UP, l'UPSA, l'USAM, l'USP, la VSIG et d'autres participants à la consultation demandent de pouvoir se prononcer sur les textes législatifs concrets après le choix de la variante.

Selon economiesuisse et swissmem, il serait contraire à l'art. 1, al. 2b, de l'ordonnance sur la procédure de consultation de poursuivre le projet sans procédure de consultation.

SO demande que les cantons au moins soient consultés et renonce pour cette raison à proposer des modifications et à prendre position sur les réglementations des quatre variantes.

Abréviations des participants à la procédure de consultation (par ordre alphabétique)

ACE	Arbeitsgruppe Christen und Energie
ACO	Institut social de l'Action catholique ouvrière
ACS_1	Association des communes suisses
ACS_2	Automobile Club de Suisse
Acsi	Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana
actif-trafiC	actif-trafiC
Action de Carême	Action de Carême
Aelsi	AELSI / Associazione per l'energia del legno della Svizzera Italiana
AEnEC	Agence de l'énergie pour l'économie
Aero Suisse	Aero Suisse
AG	Aargau / Argovie
AI	Appenzell Rhodes-intérieures
AIA	Association des Investisseurs et Administrateurs immobiliers
AIFT	Associazione Ingegneri Forestali Ticinesi
AJEF	Association Jurassienne d'Économie Forestière
Alliance pour le climat	Villes suisses de l'Alliance pour le climat
Alliance pour une politique climatique responsable	Alliance pour une politique climatique responsable
Amag	Amag
ANCL	Association des négociants en combustibles de Lausanne et environs
ANCOV	Association des négociants en combustibles de l'ouest vaudois
Aqua Nostra	Aqua Nostra
AR	Appenzell Rhodes-extérieures
Armaka	Armaka
Ascom	Ascom
ASED	Association suisse des chefs d'exploitations de traitement des déchets
ASEFOR	Association suisse des entrepreneurs forestiers
ASEP	Association suisse des professionnels de l'environnement
ASER	Agence suisse des énergies renouvelables
ASIG	Association Suisse de l'Industrie Gazière
ASITEC	Association suisse de l'industrie de la terre cuite
Asloca/D	Association suisse des locataires Suisse alémanique
Asloca/FRL	Association Suisse des Locataires - Fédération Romande des Locataires
ASMP	Association suisse des matières plastiques
ASMR	Association Suisse des Maîtres Ramoneurs
ASST	Académie suisse des sciences techniques
ASTAG	Association suisse des transports routiers, secrétariat central
ASTAG Argovie	Association suisse des transports routiers, Argovie
ASTAG Genève	Association suisse des transports routiers, Genève
ASTAG SH	Association suisse des transports routiers, Schaffhouse
ASTAG Suisse centrale	Association suisse des transports routiers, Suisse centrale
ASTE	Association suisse de technique pour l'environnement
ATE	Association Transports et Environnement
auto-suisse	Association Importateurs suisses d'automobiles
AVIA	Fédération d'importateurs suisses indépendants en produits pétroliers
AVK	Argauische Verkehrskonferenz
BE	Berne
bio familia	bio familia

Biral	Biral
BL	Bâle-Campagne
BMW	BMW
BS	Bâle-Ville
Bünder BS-händler	Verband Bündner Brennstoffhändler
BVU	Brennstoffhändler-Vereinigung Urschweiz
BWSo	Bürgergemeinden und Waldeigentümer Verband Kanton Solothurn
Carbura	Centrale suisse pour l'importation de carburants et combustibles liquides
CAS	Club alpin suisse
CCF	Association suisse pour le couplage chaleur-force
CDE	Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
cemsuisse	Association suisse de l'industrie du ciment
CÉRAMIQUE	Groupe du modèle énergétique céramique
Cercl'Air	Société suisse des responsables de l'hygiène de l'air
CFF	Chemins de fer fédéraux
CFHA	Commission fédérale de l'hygiène de l'air
Chauffage à distance	Chauffage à distance
CHIMIE	Groupe du modèle énergétique chimie
CIPRA	Commission Internationale pour la Protection des Alpes
Cité de l'énergie	Cité de l'énergie
CITRAP	Communauté d'intérêts pour les transports publics
Claro	Claro
Coca-Cola	Coca-Cola
CoFoRo	Coordination Forestière Romande
Comco	Commission de la concurrence
Commission de la consommation	Commission fédérale de la consommation
constructionsuisse	Organisation nationale de la construction
Coop	Coop
Coordination Énergie	Coordination Énergie
COTE	Communauté œcuménique de travail Église et environnement
CP	Centre Patronal
CT politique du développement	Communauté de travail (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, Eper)
Cvci	Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie
DB	Déclaration de Berne
Directeurs des finances	Conférence des directeurs cantonaux des finances
Écologie Libérale	Écologie Libérale
economiesuisse	economiesuisse
ecoswiss	Organisation de l'économie suisse pour l'environnement
EFAS	Économie forestière association suisse
Électr. romands	Les Électriciens Romands
Énergie-bois	Énergie-bois Suisse
Énergie-bois CHNO	Énergie-bois Suisse du Nord-Ouest
Énergie-bois Emmenthal	Énergie-bois Emmenthal
Énergie-bois GR	Énergie-bois Grisons
Énergie-bois Surselva	Énergie-bois Surselva
Énergie-bois Werdenberg	Énergie-bois Werdenberg
Equiterre	Equiterre
ESPER	Entente suisse pour une politique énergétique raisonnable
ESPER Bâle	ESPER Bâle
ESPER Winterthour	ESPER Winterthour
FE	Forum suisse de l'énergie
FEPS	Fédération des Églises protestantes de la Suisse

FER	Fédération des Entreprises Romandes Genève
flybaboo	Flybaboo
FMH	Fédération des médecins suisses
Ford	Ford Motor Company
Forum PME	Forum PME, commission fédérale d'experts
FPC	Fondation pour la protection des consommateurs
FR	Fribourg
FRC	Fédération Romande des consommateurs
FRE	Fédération romande pour l'énergie
FRI	Fédération romande immobilière
FRS	Fédération routière suisse
FSAN	Fédération suisse des amis de la nature
FSAP	Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage
FSE	Fondation suisse de l'énergie
FSFP	Fédération suisse des femmes protestantes
FSIB	Chauffages au bois Suisse
FST	Fédération suisse du tourisme
FTS	Fédération Textile Suisse
futurebike	Futurebike
GastroSuisse	GastroSuisse
GE	Genève
General Motors	General Motors
GL	Glaris
GNJ	Groupement des négociants en combustibles du Jura et Jura-Bernois
Gold Standard	The Gold Standard
GR	Grisons
Greenpeace	Greenpeace Suisse
Grovaco	Groupement valaisan des négociants en huiles combustibles
GV BS	Gewerbeverband Basel-Stadt
Handelskammer beider Basel	Handelskammer beider Basel
Hausverein	Hausverein Schweiz
HOBAG	Hobag Brienz
Horticulteurs	Association des maîtres horticulteurs suisses
Hôtellerie suisse	Hôtellerie suisse
IFAEPE	IFAEPE
IGEB	Interessengemeinschaft energieintensiver Branchen
Iglh	IG Lebendiges Glarner Hinterland
Industrie du bois suisse	Industrie du bois suisse
iniziativa alps	Iniziativa da les alps
IPE	Interessengemeinschaft professioneller Energieholzhersteller
Jp	Commission nationale suisse Justice et Paix de la Conférence des évêques suisses
JU	Jura
KKAK	Conférence des caisses cantonales de compensation
Kongresshotels	Kongresshotel Zürich / Kongresshotel Zurich
Lausanne	Ville de Lausanne
Lignum	LIGNUM
LNC	Liebi LNC
Lorenz	Lorenz Wärmetechnik
LSP	Ligue suisse du patrimoine national
LU	Lucerne
Maag	Maag
manser bruno	Fonds Bruno Manser

MfE	Médecins en faveur de l'environnement
Migros	Fédération des coopératives Migros
Modèle énergétique Zurich	Modèle énergétique Zurich
my climate	my climate
NE	Neuchâtel
newTree	newTree
NW	Nidwald
ÖBU	Association suisse pour l'intégration de l'écologie dans la gestion d'entreprise
OcCC	Organe consultatif sur les changements climatiques
Oerlikon contraves	Oerlikon contraves
OW	Obwald
Pain pour le prochain	Pain pour le prochain
Pan Eco	Pan Eco
PCS	Parti chrétien-social
PDC	Parti démocrate-chrétien
PE	Les Verts
PEE	Professionnelles en environnement
Pieren	Pieren
PLS	Parti libéral suisse
PRD	Parti radical-démocratique
Procal	Association suisse des fournisseurs de matériel de chauffage
ProClim	Forum sur le climat et le changement global
Pro Holz SO	Pro Holz Soleure
Pro Holz TG	Pro Holz Thurgovie
Pro Natura	Pro Natura
PS	Parti socialiste suisse
PUSCH	Fondation pour la pratique environnementale en Suisse
QAED	Quality Alliance Eco-Drive
Remontées Mécaniques	Remontées Mécaniques Suisses
renercon	Renercon
Rheinaubund	Communauté suisse de travail pour la nature et le patrimoine national
SAB	Groupement suisse pour les régions de montagne
santésuisse	Santésuisse
SFS	Société forestière suisse
SG	St-Gall
SH	Schaffhouse
sigmatic	Sigmatic
SKF	Ligue suisse de femmes catholiques
SO	Soleure
SOLAR	Association suisse des professionnels du solaire
sortir nucléaire	Sortir du nucléaire - Coordination romande
SPC	Société suisse des entrepreneurs poêliers et carreleurs
SR Technics	SR Technics
SSE	Société suisse des entrepreneurs
SSEC	Société suisse des employés de commerce
SSG	Société suisse pour la géothermie
SSIC	Société suisse des industries chimiques
SSPF	Société suisse des propriétaires fonciers
Subaru	Subaru
Suissetec	Association suisse et liechtensteinoise de la Technique du bâtiment
SwissEco	SwissEco
swisselectric	Organisation des entreprises du réseau d'interconnexion suisse d'électricité

swissmem	Swissmem
Swissoil	Association faitière suisse des négociants en combustibles
Swissolar	SWISSOLAR
SZ	Schwyz
TCS	Touring Club Suisse, siège central
TCS Argovie	Touring Club, Argovie
TCS Berne	Touring Club, Berne
TCS Bienne	Touring Club, Bienne
TCS Jura	Touring Club, Jura
TCS Schaffhouse	Touring Club, Schaffhouse
TCS SG/AI	Touring Club, St-Gall, Appenzell Rhodes-intérieures
TCS Valais	Touring Club, Valais
TCS Volketswil	Touring Club, Volketswil
TCS Waldstätte	Touring Club, Waldstätte
TG	Thurgovie
thermobois	thermobois
Thermorséau	Thermoréseau Porrentruy
TI	Tessin
Tiba	Tiba Holzfeuerungen
Toyota	Toyota
Travail.Suisse	Travail.Suisse
UDC	Union démocratique du centre
UDF	Union démocratique fédérale
UP	Union Pétrolière
UPS	Union des paysannes suisses
UPSA	Union professionnelle suisse de l'automobile
UPSA ZH	UPSA ZH
UR	Uri
USAM	Union suisse des arts et métiers
USIE	Union Suisse des Installateurs-Électriciens
USM	Association patronale Union suisse du métal
USP	Union suisse des paysans
USS	Union syndicale suisse
USVP	Union Suisse des Fabricants de Vernis et Peintures
UTP	Union des transports publics
UVS	Union des villes suisses
Vanell	Vanell Associates Minusio
VBM	Vereinigung des Bernischen Mineralölhandels
VD	Vaud
VEL	Associazione per la mobilità sostenibile
Verreries	Groupement des verreries suisses
VKMB	Association suisse des petits et moyens paysans
VNB	Vereinigung Nordwestschweiz. Brennstoffhandel
VS	Valais
VSIG	Fédération suisse des importateurs et du commerce de gros
VSS	Association de l'industrie suisse des lubrifiants
VVAK	Association suisse des caisses de compensation professionnelles
WWF	World Wide Fund for Nature Suisse
ZG	Zoug
ZH	Zurich
ZPK	Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton
Zurich	Ville de Zurich